

Service des risques naturels et technologiques
Division des Risques Chroniques
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326
44 263 NANTES cedex 2

La Roche-sur-Yon, le 11 Octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SVPM

ZI de La Paix
CS 51011
85290 Saint-Laurent-sur-Sèvre

Références : 2023-0706
Code AIOT : 0006301260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement SVPM implanté ZI de La Paix CS 51011 85290 Saint-Laurent-sur-Sèvre. L'inspection a été annoncée le 24/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SVPM
- ZI de La Paix CS 51011 85290 Saint-Laurent-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0006301260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SVPM est spécialisée dans le traitement et la finition de surface métallique. Elle exploite des installations de traitement de surfaces et de thermolaquage sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2015 modifié par arrêtés complémentaires du 15 octobre 2016 et 24 février 2021. Ce site est soumis aux dispositions de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). La rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3260 "traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à

30 m³m et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles définies par le BREF STM en cours de révision.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection (fréquence de visite triennale pour les sites IED) et d'une action nationale de l'inspection des installations classées concernant le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées.

Les installations visitées :

- tunnels de traitement n°2 et n° 3
- installation de thermolaquage
- installation de grenaillage
- deux cyclones de traitement des poussières pour le thermolaquage
- trois piézomètres situés en extérieur

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques (modalités de surveillance, respect des valeurs limites, conformité des rapports de contrôle)
- respect des niveaux sonores et des émergences réglementaires
- surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 8.2	/	Sans objet
3	Conformité des installations aux émergences réglementaires	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 6.2.1	/	Sans objet
6	Thermolaquage - Conformité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 3.4.5	/	Sans objet
11	Conformité du contrôle des rejets atmosphériques - essais de mesurage	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II b	/	Sans objet
13	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 1.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Filière de traitement des déchets de peinture poudre	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 5.4	/	Sans objet
4	Marquage des cuves de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11	/	Sans objet
5	Traitement de surfaces- conformité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 3.4.2 modifié par APC 24/02/2021	/	Sans objet
8	Grenailage -	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	conformité des rejets atmosphériques	du 08/01/2015, article 3.4.7		
9	Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 3.5	/	Sans objet
12	Rapport de contrôle des rejets atmosphériques agrément-accréditation COFRAC	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que les installations de traitement de surface, de thermolaquage et de grenailage font l'objet d'une surveillance des émissions atmosphériques dont les fréquences respectent l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les derniers contrôles des rejets atmosphériques consultés lors de la visite montrent une conformité des émissions atmosphériques aux valeurs limites réglementaires excepté pour les cyclones (en sortie des installations de thermolaquage) dont le débit de rejet dépasse le débit maximal réglementaire. L'exploitant doit proposer des actions correctives. L'inspection a constaté que le réseau de surveillance des eaux souterraines est installé mais aucune analyse n'a été effectuée. La première campagne est prévue la première semaine d'octobre. Le dernier contrôle acoustique du site met en évidence plusieurs non-conformités des émergences réglementaires. L'exploitant doit proposer un plan d'actions avec échéancier de mise en œuvre. Enfin, lors de cette visite, l'inspection a informé l'exploitant des modifications apportées à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 par arrêté du 20 avril 2023 en particulier en matière de sécurité incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Filière de traitement des déchets de peinture poudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les différentes catégories de déchets sont valorisées ou éliminées conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Rappel du constat de la visite précédente du 12/11/2020 L'exploitant devait s'assurer que les déchets de peinture poudre sont valorisées ou éliminées conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. En réponse à la visite d'inspection de 2020, l'exploitant n'a pas transmis d'éléments d'appréciation du prestataire de déchets SECHE ECO INDUSTRIE permettant de justifier que les déchets de peinture poudre stabilisés ne peuvent pas être orientés vers des installations de traitement de déchets non dangereux. Seul un certificat d'acceptation des déchets en installation de traitement de déchets dangereux établi par SECHE ECO INDUSTRIE a été transmis dans le courrier de

réponse du 23 décembre 2020.

Constat de la visite du 20/09/2023

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir recherché des filières pour traiter les déchets de peinture poudre comme déchets non dangereux mais qu'il n'a pas trouvé du fait du caractère pulvérulent du déchet.

L'inspection invite l'exploitant à continuer à rechercher des filières de traitement de déchets non dangereux pour ce type de déchet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 8.2

Thème(s) : Risques chroniques, IED - Rapport de base

Prescription contrôlée :

Tous les cinq ans, l'exploitant fait procéder à une évaluation de l'état des eaux souterraines, en périodes hautes eaux et basses eaux, pour les polluants pertinents et a minima ceux définis dans le rapport de base.

Les résultats de ces évaluations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, accompagnés d'un plan d'action en cas de dérive de l'état des eaux souterraines.

Constats :

Rappel du constat de la visite précédente du 12/11/2020

L'exploitant n'avait pas procédé à la première campagne quinquennale de surveillance des eaux souterraines qui devait être réalisée avant janvier 2020. Aucun réseau de surveillance n'avait été mis en place. L'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser une étude hydrogéologique permettant de déterminer le nombre et la localisation des piézomètres à installer. Il était également demandé de porter à la connaissance du préfet l'installation des piézomètres détaillant le classement dans la nomenclature IOTA ainsi que les mesures prises pour éviter toute pollution des eaux souterraines via ces ouvrages.

Constat de la visite du 20/09/2023

L'exploitant a transmis préalablement à la visite un rapport rédigé par le bureau d'étude DEKRA intitulé mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines. Il ne s'agit pas d'une étude hydrogéologique comme cela était demandé lors de la dernière visite d'inspection. Ce rapport ne donne aucune indication sur le contexte hydrogéologique de la zone, la nature de la ou des nappes d'eaux souterraines situées au droit du site, leur profondeur, leur sens d'écoulement, leur vulnérabilité en tenant compte des activités présentes, des enjeux et des usages associés. Le rapport ne permet donc pas de justifier la pertinence du réseau de surveillance mis en place (nombre et localisation des piézomètres). Il ne donne par ailleurs aucune information sur les substances à rechercher dans les eaux souterraines.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le bureau d'études DEKRA s'était appuyé sur les conclusions du rapport de base remis en 2017. Toutefois, le volet "sources d'information consultées" du rapport (p.6/42) n'en fait pas référence. Après vérification du contenu du rapport de base, il apparaît que le document remis en 2017 ne contient pas d'étude hydrogéologique et qu'il convient par conséquent de la mener.

Les piézomètres ont été mis en place le 8 mars 2022 (PZ1) et le 7 avril 2022 (PZ2 et PZ3) mais aucune surveillance des eaux souterraines n'a été menée à la suite. L'exploitant a indiqué qu'une campagne de surveillance des eaux souterraines est prévue début octobre. Il n'a toutefois pas été en mesure d'indiquer à l'inspection les substances qui seront analysées.

Concernant la mise en sécurité des ouvrages, l'inspection a constaté que les trois ouvrages ont été implantés de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le

<p>risque de pollutions croisées. Ils ne sont pas très repérables car implantés à raz du sol (volonté de l'exploitant d'après le rapport DEKRA (p.13/42)).</p> <p>L'inspection des installations classées recommande de bien les identifier pour éviter tout stockage ou activité (stationnement de poids lourds/véhicules) susceptibles d'entraîner des pollutions.</p> <p>Les piézomètres ont été déclarés à la Banque de donnée du sous sol (BSS) mais ils n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance au préfet. Ces ouvrages sont en effet classés à déclaration sous la rubrique 1.1.1.0 "Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau " de la nomenclature IOTA (Installation, Ouvrage, Travaux, Activités).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réaliser une étude hydrogéologique permettant de justifier que le réseau de surveillance mis en place répond aux enjeux du site et le cas échéant de le modifier/compléter en fonction des résultats de cette étude; - de s'assurer de la pertinence des substances analysées avant le début de la campagne de prélèvement des eaux souterraines; - de transmettre les résultats de la surveillance des eaux souterraines à l'inspection des installations classées; - de porter à la connaissance du préfet, au titre de l'article R181-46 du code de l'environnement, l'implantation de ces piézomètres, leur classement dans la nomenclature IOTA et de justifier la conformité des ouvrages à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration au titre de la nomenclature IOTA (cf. constat n°13).
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier l'absence de mesure des niveaux d'eau statique au droit de PZ2 et PZ3 (p.13/42).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Conformité des installations aux émergences réglementaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 6.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores n'engendrent pas, dans les ZER, une émergence supérieure aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Emergence admissible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés: 35 dB(A) < bruit ambiant < 45 dB (A) : 6 dB(A) bruit ambiant > 45 dB(A) : 5 dB(A) - de 22h à 7 h, et dimanches et jours fériés 35 dB(A) < bruit ambiant < 45 dB (A) : 4 dB(A) bruit ambiant > 45 dB(A) : 3 dB(A)
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite précédente du 12/11/2020</u></p> <p>Le contrôle acoustique de février 2019 mettait en évidence des dépassements des émergences réglementaires. Des travaux ont été réalisés sur les extracteurs d'air et d'autres actions devaient être menées notamment sur le local compresseur pour traiter les non-conformités.</p> <p><u>Constat de la visite du 20/09/2023</u></p> <p>Un contrôle acoustique a été effectué le 5 et 6 janvier 2023. Ce contrôle montre des dépassements significatifs des émergences réglementaires (point 6 : 11,5 dB au lieu de 3 dB, point 7 10 dB au lieu</p>

<p>de 4 dB , point 8 : 11,5 dB au lieu de 4 dB) sur tous les points en période nocturne et sur le point n° 7 en journée.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les sources de bruit sont bien identifiées: les extracteurs en toiture (au démarrage) qui sont nombreux et le local compresseur. Les travaux réalisés sur certains extracteurs n'ont pas permis le retour à la conformité. Le local compresseur n'a pas fait l'objet de travaux.</p> <p>D'après l'exploitant, des études ont été réalisées pour déterminer les travaux à engager pour traiter les non-conformités. Les coûts étant importants, l'exploitant souhaite s'assurer de leur efficacité avant de les réaliser en s'appuyant notamment sur le retour d'expérience d'un autre site du groupe situé dans le Maine-et-Loire qui a réalisé des travaux de mise en conformité acoustique.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'actions correctives accompagné de l'échéancier de mise en œuvre. L'exploitant précisera les travaux déjà réalisés.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant l'importance de disposer d'une étude acoustique rigoureuse afin de disposer d'un état des lieux représentatif indispensable pour réaliser des travaux adaptés. La mesure du bruit résiduel est notamment très importante et doit être effectuée dans les ZER quand le site est à l'arrêt avec une mesure diurne et nocturne. Lors de la dernière campagne de mesures acoustiques, les bruits résiduels ont bien été mesurés dans les ZER mais sur des jours, des plages horaires et des durées de mesure différentes de celles du bruit ambiant. A titre d'exemple, pour les points 4 et 5, le bruit résiduel a été mesuré pour la période nocturne de 22h à 23h30 (1h30) et le bruit ambiant de 5h à 7h (2 h). Ces deux points en ZER sont situés le long de la RN149 infrastructure à l'origine de nuisances sonores non négligeables. On peut en particulier se demander si le trafic routier entre 22h et 23h30 est représentatif du trafic entre 5h et 7h.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Marquage des cuves de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mention de danger</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite précédente du 12/11/2020</u></p> <p>Les cuves de traitement du nouveau tunnel n°2 ne disposaient pas du marquage réglementaire. Dans son courrier du 23 décembre 2020, l'exploitant a transmis les photos des cuves de traitement avec un marquage sur la nature du bain et les risques.</p> <p><u>Constat de la visite du 20 septembre 2023</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les cuves de traitement disposent d'un marquage réglementaire y compris le tunnel de traitement ayant fait l'objet d'une modification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Traitement de surfaces- conformité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 3.4.2 modifié par APC 24/02/21
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les effluents atmosphériques issus des bains de traitement de surface et rejetés de manière canalisée, respectent les valeurs limites ci-dessous. <u>Chaîne 2 - dégraissage :</u> débit maximal : 10 600 m ³ /h Alcalins en OH : [10 mg/m ³] - flux : 106 g/h <u>Chaîne 3 - dégraissage/passivation :</u> débit maximal : 7600 m ³ /h Cr total : [0,2 mg/m ³] - flux : 1,52 g/h Acidité totale en H : [0,5 mg/m ³] - flux: 3,8 g/h NOx en éq NO ₂ : 200 mg/Nm ³ - flux : 1520 g/h <u>Chaîne PO2 - dégraissage 1et dégraissage 2</u> débit maximal : 11 000 m ³ /h Alcalins en OH : 10 mg/Nm ³ - flux : 110 g/h
Constats : L'exploitant a transmis avant la visite le rapport de contrôle des émissions atmosphériques effectué le 07 mars 2023 sur les installations de traitement de surfaces comprenant la chaîne 2, la chaîne 3, la chaîne PO2 et la nouvelle chaîne dénommée « chaîne 2 – acide ». Ce rapport ne relève pas de non-conformité aux valeurs limites réglementaires. Il est à souligner que le contrôle effectué sur la chaîne PO2 a été effectué sur un seul point de rejet alors que l'arrêté préfectoral mentionne deux points de rejets réglementés pour la chaîne PO2 « dégraissage 1 » et « dégraissage 2 ». L'exploitant a indiqué que dans le cadre des mesures de traitement des non-conformités acoustiques, le nombre de point de rejet a été réduit. Cette installation ne dispose désormais plus que d'un seul émissaire. Cette modification doit être portée à la connaissance du préfet (cf constat n°13).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Thermolaquage - Conformité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 3.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les effluents atmosphériques issus de l'activité de thermolaquage et rejetés de manière canalisée, respectent les valeurs limites ci-dessous : - Concentration en poussières 40 mg/m ³ - Débit maximal : Cabine chaîne 2 et cabine manuelle : 11 000 m ³ /h Cabine chaîne 3 : 9 000 m ³ /h Cabine auto chaîne 3 : 9500 m ³ /h Cabine PO2 1, PO22, petite cabine manuelle, nouvelle cabine PO2 : 10 000 m ³ /h
Constats : Les rejets atmosphériques des installations de thermolaquage ont été contrôlés en mars 2022. Les concentrations en poussières sont respectées et bien inférieures à la valeur limite réglementaire. Toutefois, le débit maximal n'est pas respecté pour les cabines PO2 1 et PO2 2 (sortie des deux

<p>cyclones).</p> <p>PO2 1 : débit mesuré 27 800 m3/h au lieu de 10 000 m3/h</p> <p>PO2 2 : débit mesuré 16 600 m3/h au lieu de 10 000 m3/h</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les cyclones n'ont pas été modifiés depuis l'arrêté préfectoral et n'a pas été en mesure d'expliquer ces écarts. Il est demandé à l'exploitant de traiter ces non-conformités.</p> <p>Les mesures des rejets atmosphériques des installations de thermolaquage ont été effectuées sur 5 points de rejet alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation en identifie 7. L'exploitant a indiqué que la nouvelle cabine PO2 était projetée au moment de la rédaction de l'AP mais n'a pas été installée. L'installation "petite cabine manuelle" ne serait plus en fonctionnement.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser un inventaire des points de rejets réglementés des installations de thermolaquage et le cas échéant de porter à la connaissance du préfet les modifications opérées sur les installations et les émissaires (cf. constat n°13).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Grenaillage - conformité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 3.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents atmosphériques issus de l'activité de grenaillage et rejetés de manière canalisée, respectent les valeurs limites ci-dessous:</p> <p>cabine de grenaillage 1 : 35 000 m3/h - poussières 20 mg/m3</p> <p>cabine de grenaillage 2 : 8 000 m3/h - poussières 40 mg/m3</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle effectué en mars 2022 montre une conformité des rejets (concentration en poussières et débit de rejet inférieurs aux valeurs limites).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle des rejets atmosphériques portant sur l'ensemble des paramètres et des points de rejet visés l'article 3.4.2. L'exploitant fait procéder tous les trois ans à un contrôle des rejets atmosphériques portant sur l'ensemble des paramètres et des points de rejet visés à l'article 3.4.3, 3.4.5, 3.4.6 et 3.4.7.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques annuelle pour les installations de traitement de surfaces et triennale pour les autres installations du site (grenaillage, thermolaquage) est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Conformité du contrôle des rejets atmosphériques - essais de mesurage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II b
Thème(s) : Autre, contenu du rapport
Prescription contrôlée : En dehors de la réalisation d'un contrôle QAL2 ou d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des installations classées pour la protection de l'environnement, chaque mesurage est répété au moins trois fois, sauf : -dans le cas des dioxines-furanes ; -dans le cas des polluants pour lesquels la méthode de mesurage comprend une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire, et pour lesquels des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la valeur limite d'émission réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent. Le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de caractérisation de l'installation lors du contrôle réglementaire précédent.
Constats : Le tunnel de pulvérisation qui a été modifié en 2023 dénommé "chaîne 2 - acide" a fait l'objet d'une première analyse des rejets atmosphériques en 2023. Par conséquent, le mesurage aurait dû faire l'objet de 3 essais et non d'un seul. Il est demandé à l'exploitant d'alerter le laboratoire sur cette non-conformité de mesurage. Lors du prochain contrôle, 3 essais de mesurage devront être réalisés pour cette installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rapport de contrôle des rejets atmosphériques agrément-accréditation COFRAC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe IV
Thème(s) : Autre, agrément pour les mesures
Prescription contrôlée : Le rapport de contrôle doit contenir la référence de l'arrêté "agrément" en vigueur lors de la réalisation des prélèvements et faire référence à l'accréditation COFRAC (ou équivalent) du laboratoire. Le logo COFRAC doit être assorti de la référence à son numéro d'accréditation.
Constats : Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques mentionne l'arrêté d'agrément en vigueur pour l'organisme DEKRA Saint Herblain ainsi que les agréments (prélèvement/analyse) par substance. Il est à noter que DEKRA possède un agrément pour le prélèvement de métaux donc le chrome mais n'est pas agréé pour l'analyse de la concentration en chrome. Ces analyses sont effectuées par le laboratoire CARSO qui dispose de l'agrément. Le rapport mentionne également le numéro d'accréditation COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2015, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à

leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé le préfet de la Vendée le 23 mars 2023 de l'ajout d'un bain de traitement de surfaces, sans autre précision. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant par courrier du 21 avril 2023 et en application de l'article R.181-46, de compléter son courrier pour disposer des éléments d'appréciation nécessaires qui n'ont à ce jour pas été transmis. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les compléments étaient en cours de constitution mais que dans tous les cas, la modification n'a pas d'incidence sur le volume des cuves affectées au traitement sous la rubrique 3260 puisqu'il s'agit d'un remplacement d'un bain existant par un bain acide.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments demandés et d'y ajouter également les modifications apportées aux points de rejet des installations (cf constat n°5 et n°6) et les éléments relatifs à l'implantation des piézomètres (cf. constat n°2).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet